



PARTICIPATION DES ENFANTS

“Je me suis senti comme un ambassadeur de tous les enfants du Niger”

Inoussa, 14 ans, du village d'enfants SOS de Niamey, au Niger, a fait une déclaration devant l'audience des Nations Unies dans le cadre de la pré-session de l'examen périodique universel (EPU) de son pays. L'EPU est le mécanisme des droits de l'homme des Nations Unies qui examine la situation générale des droits de l'homme dans les 193 États membres de l'ONU. Inoussa était le seul enfant à faire une déclaration.

L'EPU permet à tous les États membres des Nations Unies d'être examiné par leurs pairs afin d'améliorer la situation des droits de l'homme dans chaque pays. Un État subit cet examen tous les quatre à cinq ans et reçoit des recommandations d'autres États sur la manière d'améliorer la mise en œuvre des droits de l'homme. Les organisations de la société civile peuvent profiter de cette opportunité pour partager leur expertise et s'assurer que tous les domaines des droits de l'homme sont couverts. Cela signifie, par exemple, aborder spécifiquement la question des droits de l'enfant.

Inoussa a fait une déclaration à la pré-session au nom des Villages d'Enfants SOS Niger, mais aussi au nom de tous les enfants. « **Je me sentais comme un ambassadeur de tous les enfants du Niger, défendant leurs droits. Cela m'a également rendu extrêmement joyeux et m'a donné plus de confiance** », dit-il.

La pré-session de l'EPU est une réunion publique d'une heure au cours de laquelle les représentants invités de la société civile, l'institution nationale des droits de l'homme et les représentants diplomatiques discutent de la situation des droits de l'homme du pays examiné.

S'adressant à ce public, le jeune homme de 14 ans a appelé à la création d'un cadre formel de placement familial au Niger, réglementé, autorisé et surveillé par l'État et conforme aux lignes directrices des Nations Unies pour la protection de remplacement pour les enfants et à la Résolution des Nations Unies de 2019 sur les droits de l'enfant, centrée sur les enfants sans soutien parental. Cela contribuerait à augmenter significativement le nombre d'options de prises en charge alternatives dans le pays.

Le deuxième point clé soulevé par Inoussa était d'exiger que la nationalité soit accordée à tous les enfants nés au Niger dont les parents sont inconnus ou qui sont par ailleurs apatrides. De nombreux enfants sont actuellement privés de leurs droits fondamentaux parce qu'ils n'ont pas de nationalité. « ***J'espère que mon message sera entendu par tous les dirigeants du monde et que les différentes recommandations seront mises en œuvre au profit de tous les enfants du Niger. Je souhaite voir ces choses devenir une réalité au Niger*** », nota Inoussa.

Inoussa, qui a été en prise en charge alternative pendant les huit dernières années, souhaite continuer à s'engager dans le plaidoyer. « ***Après cette première expérience, je souhaite m'engager pleinement dans de telles activités. Je me sens parfaitement à l'aise de le faire et plus encore, de défendre les enfants et les jeunes de mon pays*** ».

Inoussa a partagé son expérience dans son école et sa communauté et espère pouvoir encourager davantage d'enfants et de jeunes à s'engager dans la défense de leurs droits. «Pour que cela se produise, il est nécessaire d'éduquer, de sensibiliser et de former les enfants et les jeunes sur les objectifs de ce que nous voulons aborder et sur les avantages qui en découlent pour les enfants et les jeunes au Niger», dit-il.

En savoir plus

Pour voir la vidéos de la déclaration d'Inoussa, cliquez [ici](#).

Plus d'information sur l'Examen Périodique Universel sont disponibles [ici](#).

Les déclarations faites lors de la pré-session EPU du Niger sont disponibles [ici](#).